

De mon salon aux conflits du Sahel...

QUAND J'ALLUME, IL FAIT SOMBRE !

Sur la piste obscure de mon électricité.

Moins spectaculaire ou visible que l'acheminement du pétrole ou du gaz, la filière électrique n'est pourtant pas un conte de fée. La Belgique est un pays fortement nucléarisé : plus de 50% de sa production électrique est le fruit de l'atome. La forte demande de combustible exerce ailleurs sa pression sur des territoires et leurs habitants. Notre confort occidental dépend donc copieusement de la stabilité géopolitique de zones que nous préférons pudiquement ne pas trop investir... Quel est le prix réel de ce confort ? De votre fauteuil au Niger, les reporters CAP de la CNAPD se font tout petits pour faire la lumière !

Aaah l'automne ! On rentre chez soi, on appuie sur un bouton. La lumière inonde cet espace doucement confortable qui vous enveloppe dans son atmosphère chaleureusement climatisée. Une douche bien chaude achève de détendre ce corps éprouvé et méritoire. Evidemment, lorsqu'arrive chaque mois la douloureuse, on se ferait bien tous passer pour Cosette... En bon consommateur, on aime par ici se souvenir que le Belge paie cher son électricité. N'a-t-il pourtant pas fini de payer par l'impôt les installations nucléaires autrefois publiques qui assurent aujourd'hui une jolie rente aux propriétaires privés ? Pour sûr. Sauf que la facture mensuelle, qui l'inclinerait à s'attribuer automatiquement le statut de victime consentante, empêche du même coup de pousser plus loin la réflexion. Le prix serait-il uniquement le résultat d'une transaction déséquilibrée entre le producteur, l'ogre oligopolistique, et ses poucets clients ? La CNAPD vous invite à identifier un autre prix, un prix gris, un prix qui ne s'affiche pas, un prix qui ne se dit pas. Libellé dans des unités difficilement quantifiables, le prix majeur de l'énergie que nous consommons est payé ailleurs. Par d'autres. Ironie ou cynisme ? Ces autres ne bénéficient pas toujours de la fée électrique...

Puisqu'on est dans le conte, il est permis de réaliser un voyage fantasmé, la quête des origines du précieux volt. Imaginons que nous puissions nous faire tout petits et pénétrer ce bouton plus haut pressé, un interrupteur en français classique. A travers le cuivre, nous remonterions les brins, les câbles et les lignes. Au bout du réseau, à Doel ou à Tihange, les entremêlements connectés nous conduiraient à la source : la génératrice animée par la turbine à vapeur. Et plus loin encore, en micro-explorateur insatiable, omniscient et omnipotent, nous parviendrions à traverser les blindages armés du circuit primaire qui drainerait notre curiosité jusqu'au cœur de la centrale : le réacteur. On se rappellerait alors que rien ne se crée et que tout se transforme : la magie de l'électricité provient de la transsubstantiation d'une matière première, la matrice électrique, l'uranium !

Lumière sur un riche caillou !

450 centrales nucléaires dans le monde consomment annuellement autour de 70.000 tonnes d'uranium. Malgré une légère correction depuis Fukushima, le marché mondialisé et libéralisé de l'uranium a largement été dopé par la demande des pays émergents, à leur tour assoiffés d'énergie. Alors, puisque les centrales belges produiront de l'électricité jusque 2025, puisqu'il n'y a pas de gisement suffisamment rentable de combustible atomique en Union européenne, où trouvera-t-on l'uranium nécessaire à la sécurité énergétique ? Synatom¹, qui gère exclusivement l'approvisionnement des sept réacteurs belges d'Electrabel, est un partenaire et un client de la française Areva², leader mondial de l'énergie nucléaire. Elle a aussi diversifié ses portefeuilles, notamment en investissant chez la canadienne Power Tech. En réalité, le nombre d'acteurs du créneau est restreint. Soumise à la contrainte du devoir de diligence, Synatom assure acheter ses produits sur un marché très contrôlé auprès d'entreprises transparentes³. Son enquête s'arrêterait alors légitimement aux portes de ses clients, supposés tous et entièrement fiables, parfaitement soucieux des contextes sociaux, politiques et environnementaux de la production du précieux matériau. Parfait ! Le client belge peut dormir tranquille... Remontons plus loin encore la piste uranifère et frappons donc aux portes : comment Areva produit-elle ce combustible ?

Prenons par exemple le cap de son grand chantier africain. Comme partenaire privilégié⁴, Synatom pointe l'enjeu important des trois sites nigériens de production d'uranium de sa cliente multinationale⁵. Le Niger serait le pays qui abrite les quatrième ou cinquième réserves mondiales d'uranium. Si officiellement, le combustible utilisé aujourd'hui en Belgique provient « *essentiellement* » d'ailleurs, l'ouverture en 2015 de l'exploitation de la mine d'Imouraren est appelée de tous les vœux : le produit de 5000 tonnes par an d'un des sites les plus riches du monde permettrait d'abreuver le marché de son matériau fissile et de stabiliser les prix vers le bas. Le *yellow cake*⁶ nigérien satisferait alors à lui seul la totalité de la demande des 58 réacteurs français. Le Niger d'Areva deviendrait ainsi le deuxième producteur mondial d'uranium enrichi. La société représente déjà le premier employeur privé de ce pays faible et instable du pré carré français de l'Afrique postcoloniale. 100 millions de dollars de retombées fiscales nourriront 5% du budget de l'Etat nigérien. Et 6 autres millions généreusement investis dans des actions de développement. Notre piste

¹ Synatom est une société anonyme belge de droit privé, détenue à 100% par Electrabel, elle-même détenue à 100% par le groupe énergétique GDF-Suez, géant mondial. L'actionnariat de Suez enregistre une participation de 36.7% de l'Etat français. Synatom gère entièrement l'amont et l'aval de l'approvisionnement de l'uranium utile au producteur Electrabel (provision, recyclage, retraitement des déchets). Malgré une *golden share* qui assure sa représentation au Conseil d'administration de Synatom, l'Etat belge a donc presque entièrement perdu les leviers de la responsabilité publique de l'approvisionnement en énergie électrique.

² Areva est une société anonyme qui compte un actionnariat public important : l'Etat français détient directement 21.68% des actions, et indirectement, via le Commissariat à l'Energie Atomique, 61.52% de participation supplémentaire.

³ Voir SYNATOM, *Rapport annuel 2011* (URL : <http://www.synatom.be/files//Rapport%20annuel%202011.pdf>). Voir aussi l'article *L'uranium serait-il raciste ?* dans *Actualité nucléaire*, septembre 2007, pp. 2-4.

⁴ Voir en ce sens les questions orales posées en 2010 par le sénateur M. Benoit Hellings (références : Annales n°4-108 et n°4-1131, www.senat.be) au Ministre de l'énergie M. Paul Magnette ou au Ministre de la coopération et du développement, M. Charles Michel, dont le département a su soigner sa présence au Niger.

⁵ *Ibidem*, p. 6 du rapport et p. 4 de l'article. A travers des filiales de droit nigérien, Areva y extrait le tiers de sa production totale.

⁶ L'uranium brut n'est pas suffisamment riche pour être fissile. Après son extraction, le minerai est soumis à un processus industriel d'enrichissement. Au terme d'opérations mécaniques et chimiques, l'uranium est concentré dans une pâte ou une poudre, le *yellow cake*.

aurait-elle conduit à une situation idéale de partenariat Nord-Sud ? N'y aurait-il donc pas de loup dans ce conte merveilleux ? D'après le site internet d'Areva⁷, tout irait bien Madame la Marquise. Merci.

Mais non ! On ne fait pas la guerre pour un caillou.

Sauf que. Si la malédiction des ressources n'est peut-être pas complète⁸, plusieurs enquêtes d'associations ou de presse, constatent avec rigueur et force arguments qu'Areva peine à respecter ses engagements en matière de santé⁹, de responsabilité sociale¹⁰ ou de respect environnemental¹¹. L'activité extractive a durablement affecté le cadre de vie : pompage abusif des nappes phréatiques, pollutions radioactives, pollutions chimiques. Lorsqu'elle est amenée récemment à négocier, la société menace de fermer unilatéralement le site minier de Somaïr¹², au mépris de l'information due à son partenaire actionnaire minoritaire, l'Etat nigérien. Lorsque le gouvernement, fort d'une nouvelle Constitution démocratique, réclame un retour plus important pour l'Etat, la multinationale déclare subitement qu'elle redistribue déjà jusqu'à 70% de ses revenus et que les cours sont bas¹³. La dispendieuse potion n'a en tout cas rien de philanthropique : comment ce groupe boursier pourrait-il alors trouver rentable d'investir près de 2 milliards dans la mine à ciel ouvert d'Imouraren ? Sans doute en privilégiant des collaborations nationales ou clientélistes qui rapatrieront à la maison les capitaux levés en Chine et en Corée. En attendant, ce pays de 15 millions d'habitants se classe fort mal dans la hiérarchie du bien être : 186^{ième} et bon dernier avec un IDH de 0.31¹⁴. Le PIB du Niger était de moins de 5 milliards d'Euro en 2012. Par contre, Areva est capitalisée à hauteur de 6 milliards d'Euro et fonctionne avec un chiffre d'affaires qui tourne autour des 9 milliards. Les conséquences humanitaires de notre demande en électricité sont ici frappantes et le prix du kilowattheure ne semble pas comptabiliser la responsabilité des malheurs de l'extraction et du traitement de l'uranium.

⁷ *Areva et le Niger : un partenariat durable* (URL : <http://www.areva.com/FR/activites-592/un-partenariat-durable-avec-le-niger.html>) dernière consultation le 7/11/2013).

⁸ A Arlit, des écoles ou des hôpitaux semblent fonctionner. Seul bénéfice modeste et nuancé pour les populations locales implantées en raison de l'activité de la COGEMA, devenue Areva en 2001. Cette humble réalité, fort rentable en termes d'image, est d'ailleurs largement mise en évidence par la communication du groupe.

⁹ L'ONG Sherpa vient de se retirer des négociations avec Areva. La reconnaissance et le dédommagement des maladies professionnelles par le groupe feraient défaut comme la promesse de décontamination de certains sites. Cette affaire révèle la difficulté qu'a Areva à négocier avec des interlocuteurs locaux dans un contexte de refus du néocolonialisme par la société civile. Site de Sherpa : <http://www.asso-sherpa.org>

¹⁰ La société civile nigérienne affiche ses griefs : voir les positions d'Afriques en lutte (URL : <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/niger/article/negociation-entre-niger-et-areva>) ou de Tamoudre (URL : <http://www.tamoudre.org/developpement/energies/les-citoyens-blament-les-societes-qui-exploitent-l-uranium.html>). Voir surtout l'ONG nigérienne Aghirin'man, basée à Arlit, la ville artificielle créée pour l'exploitation des gisements de Somaïr et de Cominak (URL : <http://aghirinman.blogspot.be>).

¹¹ Voir les expertises des ingénieurs en physique nucléaire de la CRIIRAD qui travaillent notamment avec Greenpeace ou sur la base des relevés de l'IRSN : <http://www.criirad.org>

¹² Information relayée par plusieurs sources dont d'Enviro2B : <http://www.enviro2b.com/2013/10/23/uranium-areva-menace-fermer-somaïr-au-niger/>

¹³ *Réponse d'Areva après la manifestation au Niger*, sur *Le Monde.fr*, le 14/10/2013 (URL : http://www.lemonde.fr/afrique/article/2013/10/14/reponse-d-areva-apres-la-manifestation-au-niger_3494993_3212.html)

¹⁴ PNUD, *Rapport sur le développement humain*, 2013.

Et ce n'est pas tout¹⁵. Remonter le cours du jus qui nous éclaire et nous réchauffe nous conduit finalement à des considérations géostratégiques troubles et majeures. Très récemment, le Niger a retrouvé une place sur notre carte du monde. Et probablement pas pour les beautés sahéliennes de son fleuve éponyme. Fin octobre 2013, 4 otages français, des employés d'Areva et de Vinci capturés en 2010 à Arlit sur un site réputé hypersécurisé d'Areva, ont été libérés par leurs ravisseurs. Ce dénouement heureux n'aurait rien de spontané : l'accélération des tractations correspond parfaitement au timing de la renégociation du cadre d'exploitation de l'uranium au Niger. Les indices concordent d'ailleurs : une rançon aurait été versée directement par les deux entreprises. Le nouveau président Issoufou, ancien directeur d'un site d'Areva, très en vue dans les media pour le coup, aurait d'ailleurs permis d'accélérer cette libération. Démocratiquement élu, il veut à l'avenir que la manne uranifère d'Imouraren bénéficie bien davantage aux Nigériens que les cacahouètes des 40 premières années du partenariat : utilise-t-il alors son entregent comme monnaie d'échange pour infléchir l'inflexible rapacité de la transnationale ? Pour maximiser les profits, on imagine l'âpreté des tractations qui détermineront le prix de notre facture. L'histoire du pot de terre du désert et du pot de fer blindé à l'uranium appauvri.

Allusion militaire malvenue ? Face aux revendications et rebellions pourtant peu compatibles des islamistes et des Touaregs, la France n'a pas tergiversé. La guerre au Mali passe pour un succès militaire et politique remarquable. Générosité, combat pour les idéaux démocratiques et humanistes ? L'épouvantail salafiste – repoussant et mal fagoté il est vrai – a essentiellement la vocation de réaffirmer, avec une puissance pourtant évanescence, la place de la France et de ses stratèges au cœur d'une région disputée autant que convoitée. Si les richesses de la région sahélienne ne sont pas apparues immédiatement aux yeux du téléspectateur européen, il ne fait aucun doute à l'expertise que cette opération Serval pouvait être fort profitable... Aucun des scénarii proposés par les mouvements armés¹⁶ n'entraîne dans le scénario de leur cible désignée, Areva et les intérêts français. L'instabilité politique du Sahel, peut-être parfois volontairement entretenue¹⁷, amplifiée par la guerre de Lybie, n'était plus souhaitable pour le cours des affaires. Or, l'actualité des énergies est primordiale dans la redéfinition de l'espace sahélien : renégociation du cadre de l'exploitation de l'uranium, adjudications pour l'exploitation des réserves d'hydrocarbures et aquifères de plusieurs bassins sédimentaires transfrontaliers¹⁸, construction d'un gazoduc transsaharien pour acheminer le pétrole nigérian vers la Méditerranée, grands chantiers de voirie¹⁹. Ces milliards d'enjeux cautionneraient bien la dépense martiale de quelques dizaines de millions à des fins sécuritaires. Tout paraît légitime

*Envie
d'approfondir la
réflexion ? La
CNAPD aborde la
géopolitique des
énergies dans son
magazine CAP
(CNAPD.BE)*

¹⁵BOZONNET (CH.), *Le Niger, un état-clé dans la crise au Sahel*, dans *Le Monde.fr*, le 15/02/2013 (URL : http://www.lemonde.fr/international/article/2013/02/15/le-niger-un-etat-cle-dans-la-crise-au-sahel_1833439_3210.html)

¹⁶ Groupes aux intérêts, revendications et statuts différents : MNLA, Mujao, Aqmi, Ansar Dine, MNJ. Certains recourent à des méthodes de type terroriste.

¹⁷ Deux coups d'Etat récents ont été perpétrés en République du Niger, exposée depuis des décennies à des guerres larvées. Le président précédent, l'autoritaire M. Tandja, avait expulsé un haut cadre d'Areva qui aurait entretenu des contacts avec la rébellion touarègue armée du MNJ. Il était alors déjà question sous ce régime de rééquilibrer la valorisation des matières premières. Ce président fut en 2010 évincé par l'armée nationale qui a ensuite remis le pouvoir aux civils à l'issue d'élections jugées transparentes. Elles ont placé à la présidence M. Mahamadou Issoufou, un opposant historique empreint de velléités démocratiques. Celui-ci à son tour négocie avec Areva et d'autres sociétés ce fameux rééquilibrage afin que le Niger bénéficie désormais d'une meilleure part des bénéfices de l'uranium. Le contexte est donc tendu.

¹⁸ Modeste producteur de pétrole depuis 2011, le Niger a été courtisé par les plus grandes firmes pétrolières mondiales. C'est la chinoise CNPC qui a remporté le marché important du bloc d'Agadem.

¹⁹ La route Tahoua-Arlit, surnommée la route de l'uranium, sera construite par les Chinois.

puisque justifié par une pernicieuse et liberticide coopération militaire française et américaine²⁰. Le FMI identifiait en 2011²¹ la forte dépendance du Niger à l'égard des industries extractives, largement capitalisées par des actionnariats internationaux. Cet Etat longtemps oublié est remonté haut dans les agenda du capitalisme mondial.

○○○○○

Alors bien sûr, cette histoire est partielle : seule une partie de l'uranium utilisé en Belgique serait nigérien. On pourrait enquêter chez d'autres fournisseurs. Mais elle rappelle que notre consommation aseptisée et normalisée d'électricité est le résultat d'une production qui paraît inévitablement sale et déshumanisante. L'uranium a un coût humain que nous ne payons pas ici. Pire. Les sommes qui nous semblent élevées ne rémunèrent que peu les prestations des travailleurs et de la terre qu'exige notre confort. Suez, Electrabel, Synatom et Areva ont des comptes à rendre : la responsabilité de l'Etat français est directement engagée et le contrôle public demeure possible. S'il est illusoire qu'il se passe d'électricité au 21^{ème} siècle, le citoyen consommateur européen peut demander des comptes à ces entreprises de droit privé.

Il est évident que cette histoire de voyage électrique s'inspire davantage des Grimm ou de Perrault que de l'adaptation Disney : si des gentils de l'histoire, souvent indifférents ou peu conscients, bénéficient souvent d'un bain bien chaud, d'autres plus nombreux demeurent largement dans le bouillon. Et des vilains, pas toujours différents des premiers gentils, ne sont pas nécessairement cloués au pilori. Mieux que cela, de plantureux bénéfices échoient dans les fouilles profondes de quelques acteurs calculateurs. Bref, la délimitation manichéenne, confortable et rassurante est ici impossible : la responsabilité de l'enjeu est collective, politique et éthique. Ce qui est sûr, c'est que la lumière de nos salons n'est pas toujours fort lumineuse. Le savoir ne diminue pas notre involontaire complicité mais permet de vivre mieux éclairés.

²⁰ Dans le cadre de la *Pan-Sabel initiative*, signée en 2002 avec l'administration américaine engagée dans sa douteuse guerre contre le terrorisme.

²¹ *Niger*, Rapport FMI 2011 (URL: <http://www.imf.org/external/pubs/ft/scr/2011/cr11357.pdf>)